

L'émission « Investigation » de Canal + a diffusé ce lundi 30 avril 2012 un reportage voulant prouver un éventuel racisme qui serait toléré par la hiérarchie au sein des armées. Peut-on rester sans réagir devant ce reportage ? Pour ma part, certainement pas.

Je soulignerai en préambule ce paradoxe de diffuser ce reportage... le soir où la Légion étrangère commémore le sacrifice de la bataille de Camerone, cette Légion étrangère justement qui rassemble plus de cent nationalités, de toutes ethnies, de tous pays, de toutes religions, où il y a près de dix candidats pour un engagement au service de la France. Alors l'armée raciste ? Alors que retenir de ce reportage qui présente un certain nombre de cas isolés de racisme par ailleurs inacceptables dans l'armée de terre, l'armée de l'air et la gendarmerie ? Les exemples présentés ne peuvent pas laisser un officier indifférent. Il faut donc en parler.

Le général Pontiers, adjoint au service de presse du ministère de la défense (DICOD) a rappelé d'ailleurs que les cas étaient de l'ordre du fait divers et de la responsabilité individuelle. Il n'y avait par ailleurs aucune indulgence envers la discrimination qui n'appartient pas aux valeurs des armées. Beaucoup d'entre nous en sont convaincus et nous ne pourrions empêcher des individus de mal se comporter. Au moins réagissons fermement lorsque ces cas sont dénoncés.

Alors comme le dit le documentaire, « nous avons enquêté ». Il signale l'expression parfois d'une idéologie d'extrême droite derrière ces actes. Il y est évoqué le rapport de l'aumônier militaire de Pommerol suite à sa mission en Afghanistan avec sa mise en garde sur la complaisance dénoncée de l'armée française envers l'islam. Il laisse aussi percer une critique sur les campagnes de recrutement des armées dans les banlieues qui s'appuient sur le thème de l'égalité de tous dans les armées.

Cependant de quel racisme parle-t-on d'abord ? Il s'agit avant tout, et le reportage le montre, d'un comportement individuel vis-à-vis de ses pairs appartenant à une minorité visible ou à une minorité religieuse. Ensuite, ce qui est dénoncé dans ces cas isolés, c'est aussi l'attitude de la hiérarchie qui ne réagirait pas. Les témoignages restent effectivement troublants. Ces situations ont conduit à des démissions des forces armées et surtout au suicide de Myriam Sakhri, gendarme d'origine algérienne. Si l'unité dénoncée a permis ce qui paraît être un harcèlement moral en raison d'origine ethnique, cela est grave même si cela est bien loin d'engager toute la gendarmerie nationale.

Les cas présentés de racisme sont surtout ceux de militaires de rang ou de sous-officiers. Un cas d'officier est cependant présenté avec « Kevin ». Non catholique ou non pratiquant, il constate la messe qui se tient tous les jeudis dans son régiment avec l'ensemble des officiers. Son absence de l'office - j'espère en-dehors des heures de service - le fait mettre à l'écart. Il présente de fait le débat de la laïcité dans les armées, pourtant bien oublié dans ce reportage, et ce n'est pas la [lettre pastorale](#) de l'évêque aux armées du 4 mars 2011 qui m'a convaincu de son application. J'avais déjà évoqué cette place prééminente des officiers catholiques, pas toujours tolérants, dans un article intitulé « La laïcité dans les armées : une contrainte, une nécessité, une liberté ou une force ? » paru en juillet 2008 dans la revue *Inflexions* de l'armée de terre diffusée par la Documentation française. C'est un fait et avoir des orientations religieuses ou philosophiques différentes conduit le plus souvent à montrer une neutralité prudente sur ses appartenances.

Cependant ce problème ne concerne pas seulement les armées. La société évoque ce racisme au quotidien chaque jour ou presque. La crainte de l'islam politique est réelle et elle est exacerbée par la confusion entretenue entre musulmans de France et Français de confession musulmane. L'indignation justifiée devant l'assassinat de nos camarades parachutistes à Toulouse le montre, d'abord « vus » comme des musulmans, oubliant que l'un d'entre eux était catholique et vite oubliés comme des soldats de la République. Ce qu'ils étaient. Je retiendrai aussi cet exemple qui m'a interpellé il y a peu, rapporté par le principal concerné. Un de mes camarades, officier marocain, certes en civil, se rendant en France, est tutoyé par le fonctionnaire de police dans un aéroport parisien au contrôle des passeports. Le policier de service a manifestement oublié le respect que l'on doit aux personnes arrivant en France, encore plus à un officier supérieur. Certains jours, j'ai honte.

Pour conclure, et le débat politique actuel s'y prête, j'exprimerai ce besoin de confirmer l'unité des armées et la confiance qui doit caractériser les rapports humains en leur sein. Comment s'engager dans une opération si on n'a ni confiance dans son encadrement, ni dans ses hommes. L'armée doit rester ce creuset de la nation ? Cela signifie au moins trois actions.

Rappeler ce qu'est le mérite républicain. Celui qui a des compétences – et pas forcément les diplômes – peut réussir dans les armées. Exemple, au service de la communauté nationale, il doit être respecté comme serviteur de la nation.

Raffermir cette force morale collective. Je pense que ces questions éthiques fondamentales pour tout cadre de la Nation devraient être abordées à tous les niveaux de l'enseignement militaire, y compris à l'école de guerre, dans le cadre d'un module qui aborderait par exemple à la fois la philosophie et les religions, leurs relations avec l'idée de Nation et des valeurs républicaines.

Enfin sanctionner sévèrement les comportements qui remettent en cause l'unité des armées et la confiance qui doit y prévaloir.